

Service Risques
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 07/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RETIA

2 place Jean Millier
92400 Courbevoie

Références : -
Code AIOT : 0005101669

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement RETIA implanté rue Frédéric Kulhmann 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 12/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de présentation du mémoire de réhabilitation ainsi que des travaux de réhabilitation déjà réalisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RETIA
- rue Frédéric Kulhmann 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101669

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

RETIA a repris à sa charge les activités ICPE cessées entre 2005 et 2007 sur la plateforme chimique de Villers Saint Paul.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	cessation 12/06/1994 - 16/09/2005	Code de l'environnement du 12/06/1994, article decret n°7711-33 art. 34-1	Sans objet
2	cessation 16/09/2005 - 16/10/2007	Code de l'environnement du 16/09/2005, article decret n°7711- 33 art. 34-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des diagnostics sols, gaz des sols et eaux souterraines ont été menés sur les parcelles ayant hébergé les activités ICPE objet de cette cessation. Des impacts ont été trouvés dans les sols, notamment en arsenic et COHV. Le recouvrement des parcelles a été préconisé dans le rapport bilan coûts-avantages. La visite d'inspection a permis de constater la mise en sécurité ainsi que les travaux de recouvrement, ou à défaut, la présence d'un recouvrement plus ancien.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : cessation 12/06/1994 - 16/09/2005

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/1994, article decret n°7711-33 art. 34-1
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée. [...] II. L'exploitant qui met à l'arrêt définitif son installation notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci. [...] III. Dans le cas des installations soumises à autorisation, il est joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, et pouvant comporter notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ; 2° La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ; 3° L'insertion du site de l'installation dans son environnement ; 4° En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement. Le préfet consulte le maire de la commune concernée. En l'absence d'observations dans le délai

d'un mois, son avis est réputé favorable.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation ou par un arrêté complémentaire sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur des installations classées constate la conformité des travaux par un procès-verbal de récolement qu'il transmet au préfet.

IV. Dans le cas des installations soumises à déclaration, la notification doit indiquer les mesures de remise en état du site prises ou envisagées. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

Constats :

Conformément à l'article 34-1 du décret n°7711-33 du 21 septembre 1977, les activités suivantes ont été réhabilitées selon le plan de gestion fourni :

- « UPF », parcelle AH244, notification du 04/02/2005
- « RAL », parcelle AH211, notification du 04/02/2005
- « l'unité de MAZINGARBE », parcelle AH246 et AH251, notification du 11/02/2005

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les conclusions des investigations environnementales menées sur les parcelles concernées, y compris les analyses de risques résiduelles et les mesures de gestion prévues pour assurer la réhabilitation du site.

La visite a permis de confirmer que les zones impactées ont été intégralement recouvertes, conformément aux recommandations du plan de gestion. Le recouvrement mis en place consiste en un minimum de 30cm de remblais issus de carrière ou, à défaut, possèdent une dalle en béton ancienne coupant l'accès direct aux terres. Dans les faits, le recouvrement a été fait afin d'aplanir les parcelles, la hauteur de recouvrement fait au moins 30 cm jusqu'à environ une 60aine de cm.

Le plan de gestion ayant été présenté aux services de l'inspection lors de cette visite, il n'a pas pu être instruit. Cette visite ne vaut donc pas PV de récolement des travaux. Suite à l'instruction du plan de gestion, et en l'absence de remarques bloquantes de la part des services de l'inspection, il sera donné un procès verbal de récolement basé sur ce plan de gestion et sur cette visite d'inspection.

La parcelle AH244 (UPF) est recouverte par au moins 30cm de sablons concassés (10mm) issus de carrière.

La parcelle AH211 (RAL) est utilisée par le bâtiment 27.

Les parcelles AH246 et AH251 (mazingarbe et formol colle) sont recouvertes par au moins 30cm de sablons concassés issus de carrière.

Concernant la surveillance des eaux souterraines, plusieurs piézomètres encadrent les différentes parcelles et la relation amont aval est validée pour toutes les parcelles concernées. Ces ouvrages hydrauliques font déjà concernés par la surveillance des eaux souterraines pour les activités en fonctionnement de la plateforme de Villers-Saint-Paul. Il ne sera donc pas fait d'arrêté préfectoral complémentaire pour la surveillance des eaux souterraines étant donné que ces piézomètres sont déjà surveillés et que l'exploitant est conscient de la présence d'impacts à surveiller, notamment en arsenic et hydrocarbures C10-C40 au droit de la parcelle AH244 et un impact en tétrachloroéthylène au droit de la parcelle AH251.

L'exploitant déposera aussi une demande d'instauration de servitudes d'utilités publiques concernant, notamment, l'usage des terrains, le recouvrement mis en place, l'usage des sols et eaux souterraines et les ouvrages hydrauliques à conserver.

Les terrains sont exempts de tout déchet ou produits dangereux.

La dépollution des sols et des eaux souterraines n'a pas été réalisée mais les voies de transfert sont coupées.

Les parcelles ayant hébergé les activités objet de ce rapport d'inspection sont situées au sein d'une plateforme chimique en activité, les remblais utilisés sur site provenant du début du 20^e siècle, des impacts diffus sont présents sur toute la plateforme. Malgré les impacts recouverts, les installations s'intègrent de manière satisfaisante dans cet environnement. Les impacts ne sont pas retrouvés dans la nappe

Des ouvrages hydrauliques sont présents autour des parcelles ayant hébergé les activités ICPE, et utilisés dans le cadre de la surveillance de la plateforme.

Le site étant seveso seuil haut, les smartphones sont interdits en dehors des bases vie et les photos sont interdites. Il n'y a donc aucune photo jointe en annexe de ce rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : cessation 16/09/2005 - 16/10/2007

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2005, article décret n°7711-33 art. 34-1

Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article 17-1. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3.

Constats :

Conformément à l'article 34-1 du décret n°7711-33 du 21 septembre 1977 modifié par Décret n°2005-1170 du 13 septembre 2005, les activités suivantes ont été réhabilitées selon le plan de gestion fourni :

- « FORMOL COLLE, unités Lambiotte et Mapco », parcelles AH246 et AH251, notification du 16/06/2006
- « Chaufferie », parcelle AH299, notification du 12/09/2006
- « Parc à déchets », parcelles AH214 et AH 366 notification du 26/10/2006
- « QUATS », parcelles AH178 et AH207, notification du 04/05/2007

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les conclusions des investigations environnementales menées sur les parcelles concernées, y compris les analyses de risques résiduelles et les mesures de gestion prévues pour assurer la réhabilitation du site.

La visite a permis de confirmer que les zones impactées ont été intégralement recouvertes, conformément aux recommandations du plan de gestion. Le recouvrement mis en place consiste en un minimum de 30cm de remblais issus de carrière ou, à défaut, possèdent une dalle en béton ancienne coupant l'accès direct aux terres. Dans les faits, le recouvrement a été fait afin d'aplanir les parcelles, la hauteur de recouvrement fait au moins 30 cm jusqu'à environ une 60aine de cm.

Le plan de gestion ayant été présenté aux services de l'inspection lors de cette visite, il n'a pas pu être instruit. Cette visite ne vaut donc pas PV de récolement des travaux. Suite à l'instruction du plan de gestion, et en l'absence de remarques bloquantes de la part des services de l'inspection, il sera donné un procès verbal de récolement basé sur ce plan de gestion et sur cette visite d'inspection.

Les parcelles AH246 et AH251 (formol colle et mazingarbe) sont recouvertes par au moins 30cm de sablons concassés issus de carrière.

La parcelle AH178 (QUATS) a été recouverte en 2018-2019 par du concassé de béton inerte.

Les parcelles AH214 et AH366 (parc à déchets) sont recouvertes par un enrobé minéral ancien.

La parcelle AH299 (chaufferie) n'a pas été recouverte.

Concernant la surveillance des eaux souterraines, plusieurs piézomètres encadrent les différentes parcelles et la relation amont aval est validée pour toutes les parcelles concernées. Ces ouvrages hydrauliques font déjà concernés par la surveillance des eaux souterraines pour les activités en fonctionnement de la plateforme de Villers-Saint-Paul. Il ne sera donc pas fait d'arrêté préfectoral complémentaire pour la surveillance des eaux souterraines étant donné que ces piezomètres sont déjà surveillés et que l'exploitant est conscient de la présence d'impacts à surveiller, notamment un impact en tetrachloroéthylène au droit de la parcelle AH251.

L'exploitant déposera aussi une demande d'instauration de servitudes d'utilités publiques concernant, notamment, l'usage des terrains, le recouvrement mis en place, l'usage des sols et eaux souterraines et les ouvrages hydrauliques à conserver.

Les notifications d'activités ont été déposées au près du Préfet.

Les parcelles sont exemptes de tout déchet ou produits dangereux.

Le site de la plateforme chimique de Villers Saint Paul est clôt et surveillé.

Absence des risques d'incendie ou d'explosion.

Le réseau des piézomètres de la plateforme chimique assurent la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Le site étant seveso seuil haut, les smartphones sont interdits en dehors des bases vie et les photos sont interdites. Il n'y a donc aucune photo jointe en annexe de ce rapport.

Type de suites proposées : Sans suite